



PROPOS REÇUS PAR
ADRIEN JAULMES @AdrienJaulmes

LE FIGARO. – Que signifie le rejet de la discrimination positive par la Californie, l'un des États les plus progressistes des États-Unis ?

WENYUAN WU. – Le concept de discrimination positive commence à se périmier aux États-Unis, et j'espère que la France ne commettra pas l'erreur que nous avons faite en nous lançant sur cette voie. Il y a eu beaucoup de confusion à propos de la campagne que nous avons menée l'an dernier contre la proposition 16, qui était une tentative pour rétablir ce genre de mesures en Californie.

Je ne suis absolument pas opposée à la nécessité d'aider les minorités à accéder à une meilleure éducation. Mais derrière cette appellation de discrimination positive s'est en fait mis en place un système de préférence raciale assez pervers. Le terme « affirmative action » ou discrimination positive, avait été utilisé par Kennedy dans son décret présidentiel n° 10925 de 1961, qui disposait que des « mesures positives doivent être prises pour que les différentes branches du gouvernement traitent leurs salariés sans considération de race, croyance, couleur ou origine nationale ». Il s'agissait de mettre fin à des pratiques de discrimination alors que notre pays pratiquait la ségrégation raciale. Mais le Mouvement des droits civiques consistait alors avant tout à défendre le droit individuel de chacun à un traitement égal, et il était nécessaire de protéger ces principes. Il ne s'agissait pas de donner un traitement spécial à des minorités, mais de garantir que tous bénéficient du même traitement. Cependant, ce concept a évolué pour créer des préférences raciales. Cela a commencé avec le décret présidentiel n° 112467 du président Johnson qui vise « à augmenter la participation des minorités ».

C'est ce à quoi nous sommes opposés. La proposition 209, votée par la Californie en 1996 avait mis fin à ce qui était en réalité une loi de discrimination basée sur la race (la législation décrite ici est la loi qui, d'après ses partisans, relevait de la discrimination positive, NDLR). C'était une mesure révolutionnaire. Depuis, neuf autres États ont supprimé les discriminations raciales. Le rejet de la proposition 16, qui visait à revenir sur ce changement, montre qu'une majorité d'électeurs continue à penser que les discriminations raciales, même au nom d'un prétendu antiracisme, ne sont pas acceptables.

Quel a été le résultat des politiques de discrimination positive ?

La discrimination positive est un concept fondamentalement biaisé, qui prétend corriger les discriminations raciales en introduisant plus de discriminations. D'un point de vue de pure efficacité, c'est un échec. Le système ne fonctionne pas. Cette politique menée dans l'enseignement supérieur a été une faillite complète. Même le *New York Times*, qui défend systématiquement la discrimination positive, a reconnu dans un article de 2017 qu'après

trente-cinq ans de mise en œuvre de ce type de politiques, les minorités noires et hispaniques sont encore moins bien représentées dans les grandes universités qu'elles ne l'étaient auparavant !

Pis encore, cette politique est non seulement inefficace, mais elle empêche de s'attaquer aux causes réelles du manque de diversité dans l'éducation. Beaucoup de facteurs sociaux ou économiques expliquent la sous-représentation de certaines minorités, que la politique de discrimination positive ne résout en rien. Ce que nous refusons de faire, c'est de nous atteler à réformer le système éducatif de notre pays, qui se trouve dans un état catastrophique. Les étudiants admis dans des universités au titre de la discrimination positive ont de plus mauvais résultats et font face à plus de problèmes que ceux entrés normalement. C'est pour cela que j'y suis opposée. Non seulement cela ne fonctionne pas, mais cela nuit à ceux qui sont censés en bénéficier. Seule l'application des principes d'égalité et de mérite pourra faire avancer les droits des personnes défavorisées. Le manque d'accès à l'éducation et à l'emploi est dû à des causes très diverses, qui ne peuvent être résolus par des systèmes de préférence raciale grossiers et désuets.

Vous avez réussi à faire rejeter le rétablissement de ces mesures en Californie, État majoritairement démocrate !

C'est vrai. La campagne que nous avons menée ici a remis en question une hégémonie intellectuelle. Nous avons été capables de réunir une vaste coalition, regroupant des démocrates, des indépendants, des Noirs, des Latinos. Leurs voix ont été rassemblées par l'idée qu'il était nécessaire de réunir l'Amérique plutôt que de la diviser entre groupes identitaires. Je pense que notre avenir en tant que nation dépend de notre capacité à nous unir au lieu de nous séparer. Avant de rejoindre ce mouvement, j'avais fait partie d'un groupe qui avait mené une action en justice contre l'université d'Harvard pour avoir systématiquement discriminé des étudiants d'origine asiatique. Notre plainte a

été rejetée par un juge du district de Boston. Mais le cas a servi à démontrer les pratiques d'Harvard et d'autres grandes universités, qui ne sont qu'une forme de discrimination basée sur des quotas, des stéréotypes, et des critères raciaux pour favoriser ou défavoriser certains groupes. Nous avons saisi la Cour suprême le 25 février. La discrimination positive doit être examinée au regard de la Constitution, puisqu'elle relève du 14^e amendement, qui garantit l'égalité des citoyens devant la loi.

La discrimination positive sur des bases raciales a donc toujours de puissants défenseurs ?

Bien sûr. Je les surnomme collectivement « l'industrie de la diversité ». Elle est composée d'intellectuels, de journalistes, d'avocats, de groupes de pression, qui répandent leur obsession pour la race. C'est une approche idéologique qui contribue à fausser tout débat et tout progrès. Il y a des disparités dans toutes les sociétés. Dans les sociétés démocratiques occidentales, l'égalité devant la loi ne détermine pas une égalité des conditions. Les gens réussissent différemment dans la vie, et je ne nie absolument pas l'existence d'un écart entre les différents groupes ethniques, particulièrement en ce qui concerne l'éducation, ou la fortune. C'est une question très complexe, qui nécessite d'être traitée. Mais les inégalités, y compris raciales sont dues à beau-

coup d'autres facteurs qu'au racisme. Cette nouvelle obsession pour les questions raciales et le combat contre la prétendue suprématie blanche, ont bien d'autres objectifs que de lutter contre les inégalités, puisque les partisans de ces mesures continuent à les imposer alors qu'elles sont contre-productives. Ce qui ne devrait être qu'une question de politique, est devenu une question partisane. Tout débat sur le sujet est quasiment impossible.

Les défenseurs de cette politique de discrimination pratiquent l'intimidation systématique et accusent de racisme quiconque ose la remettre en question. Les groupes de pression constitués par les élites politiques, les grandes entreprises et les médias, refusent la discussion. C'est devenu une idéologie, et dès que l'on cherche à la remettre en cause, on se heurte à tout un écosystème très puissant de consultants et de chercheurs, prêts à tout pour combattre toute remise en cause de cette idéologie, qui heurterait aussi directement leurs intérêts, y compris financiers. Robin DiAngelo la grande figure de ce mouvement, auteur du livre *Fragilité blanche*, facture 20000 dollars chacune de ses interventions contre le racisme. Comme je ne travaille pas pour une institution, je peux dire ce que j'en pense. Mais j'ai rencontré de nombreuses personnes opposées à ces politiques de discrimination, mais qui n'osent pas le dire publiquement. ■

C'est devenu une idéologie. On se heurte à un écosystème très puissant de consultants et de chercheurs prêts à tout pour combattre une remise en cause qui heurterait aussi leurs intérêts

PINK
Week-end

ENTRETIEN

Directrice exécutive de l'association Californiens pour l'égalité des droits, Wenyuan Wu voit dans le rejet massif du principe de discrimination positive par la Californie, en novembre, le signe d'un changement profond à l'œuvre dans l'opinion américaine. Elle affirme que ce principe de discrimination a échoué à améliorer la représentation des minorités noires et hispaniques dans les grandes universités.

